L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES.—NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 19 JUILLET 1847.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR MAGNE & WEISS,
No. 81 rue de Chartres, et No. 18 rue du Camp

NOUVELLE-ORLEANS :
LUNDI MATIN, 19 JUILLET 1847.

☞ Notre feuille d'aujourd'hui est presque uniquement consacrée à nos extraits de journaux d'Europe et à notre correspondance parisienne. Nous recommandons particulièrement cette dernière qui, à coup de plusieurs renseignements sérieux, renferme de fort piquantes anecdotes.

CONVENTION DE CHICAGO.—La Convention, appelée à se réunir à Chicago afin d'examiner quel serait le meilleur plan à suivre pour développer les ressources de l'Ouest et du Nord-Ouest, s'est organisée le 5 courant. Elle a pour président EDWARD BATES du Missouri, et seize vice-présidents. Un comité qui se compose de deux membres de chacun des Etats et territoires représentés dans la Convention, a été chargé de rédiger des résolutions relatives aux objets dont cette assemblée doit s'occuper. Dans cette première séance, on a lu des lettres de plusieurs citoyens distingués qui s'excusaient de ne pouvoir venir prendre part aux travaux de la Convention.

NEW HAMPSHIRE.—Le premier et le troisième district congressionnel de cet Etat avaient à nommer le 9 courant, chacun un représentant; et aux retours que nous recevons sont bien authentiques, les candidats whigs auraient réussi dans ces deux districts. Ce serait un triomphe presque inespéré, qui aurait pour effet de diviser exactement la députation congressionnelle du New-Hampshire, qui se compose actuellement de whigs et de deux locos. Le candidat de l'anti-rent n'est compté que pour l'un.

LA LOUISIANE.—M. MAGNE vient d'adopter un amendement important à la constitution actuelle. Il est dit que la majorité absolue ne serait pas nécessaire dans les différentes élections, et que la pluralité des voix suffirait. Cet amendement a été rejeté par le nom de *Philadelphia*, et doit partir le 19 de ce mois.

Voici maintenant aux nouvelles politiques : elles ne sont pas difficiles à résumer. En FRANCE, discussion d'Emile de Girardin devant la Chambre des Pairs et le procès Cubières sont toujours les deux points qui préoccupent le plus l'opinion publique. A propos de la première affaire, la discussion n'a point eu à mûrir depuis notre dernière revue. Il n'y a eu que deux séances de tenues, et ça retentit peu. Quelques journaux n'ont mis en discussion ce droit, reconnu par la constitution et par les lois, de l'infante dona Luisa Fernanda à succéder à la couronne de ces royaumes, le ministère public, jaloux de l'accomplissement de la législation en vigueur, est défendeur naturel des hautes intentions qui pourraient être dévoilées par la presse, et trouve obligé, par son devoir, à demander l'application des moyens répressifs capables d'empêcher un pareil abus.

"Je préviens donc votre seigneurie, d'ordre de S. M., que vous ayez à communiquer aux procureurs généraux les dispositions nécessaires afin qu'ils dénoncent pour telle marche à être suivie, imprimé et publié, dans lesquels on mettrait en question le droit de succession à la couronne, que la constitution et les lois établissent en faveur de l'infante dona Luisa Fernanda.

"D'ordre de S. M., je le fais savoir à votre seigneurie pour sa gouverne et pour les effets de raison.

"Madrid, le 13 juin 1847. "

GRÈCE & TURQUIE.—Les correspondances de Constantinople du 2 juin, arrivées par voie d'Allemagne, portent ce qui suit :

"Les bonnes nouvelles impatiemment attendues de Vienne, concernant le différend turco-grec, sont arrivées par le dernier courrier, et bien que dans le public on n'en connaisse pas encore la nature d'une manière bien précise, notre soumission au montre de pouvoir en donner une assurance exacte. Le prince de Metternich, prononçant son jugement, a tranché le nœud gordien. Les prétentions du divan sont reconnues fondées ; M. Musurus, son ministre en Grèce, retournera à Athènes, et M. Colettis, *un ami de ses collègues*, lui fera une visite d'amitié. Cette manière de terminer les différends entre nations, est bien plus digne et plus convenable que celle qui consiste à se battre. Ainsi, avant tout, le président du conseil écrira à la Porte pour l'informer que le cabinet hellénique est prêt à recevoir M. Musurus. Mais il est convenu qu'au bout de quelque temps le ministre de Grèce à Vienne, M. Rizo, sera envoyé à Constantinople, et ce ne sera que lorsque M. Rizo aura été reçu par le sultan, que M. Musurus partira pour Athènes. Ainsi, comme on le voit, les termes de l'ultimatum de la Porte sont presque conservés intacts ; il n'y a que cette légère atténuation apportée en ce qui concerne la visite d'escadre. On pourra être faite par un autre que M. Colette."

Le comte Sturmer et lord Cowley ont eu avec le grand-vizir une conférence dans laquelle il *l'ont fait* entendre que la Porte serait très-satisfaite réciproquement en cas d'heureuse solution de ce différend. La porte semble pleinement à cet arrangement.

Il reste maintenant à savoir si le gouvernement grec acceptera ces conditions. Les correspondances de Londres disent que lord Palmerston est très-satisfait de cette solution, et que le cabinet britannique ne s'opposera pas à ce que le premier s'accueillir l'arrangement.

Une nouvelle insurrection ministérielle n'est opérée en Portugal ; le cabinet actuel se retire ; mais il attendra, pour quitter ses fonctions, que le roi Léopold soit revenu de Londres. Rien de nouveau ou d'important des autres pays.

Chronique Locale.

Le Recorder Nouvelle-Orléans.—Le Recorder Nouvelle-Orléans, dans une nouvelle série de Montegut, près de la Fourche, dans la Même Municipalité. Les pompiers ont toutes à sauver la plupart des principaux dans la cuisine a été entièrement consumée.

TENTATIVE DE VOL.—L'officier de police Pecot a arrêté samedi un nommé Antoine Medici, comme prévenu d'avoir attenté à vol de nuit. Ce dernier a reçu un coup de sabre en la main. Medici a été envoyé par le recorder Genois pour un an à la maison de détention.

ARRÊTÉ DE VOL.—L'officier Tremoulet, attaché à la police de la 1ère Municipalité, a trouvé ce matin, au marché de la rue Poydras, une somme d'argent, volée, disait-il, à François Pratt, y avait été arrêté. Cet argent a été remis à son propriétaire, qui a fourni à l'officier de police les preuves nécessaires pour établir son droit à la somme.

Le Recorder Genois a assuré la chambre des députés, provoqué M. le ministre des affaires étrangères, que M. Guizot a répondu qu'il n'avait aucune explication à donner ; qu'il maintenait ce qu'il avait dit et dû dire.

Un parlant plus de l'intervention de deux puissances conservatrices pour rétablir la paix, M. Guizot a répondu en ces termes : "Je ne sais pas si j'ai dit ce que l'on m'attribue ; je ne me rappelle pas avoir prononcé ces paroles ; mais, si je les ai prononcées, je ne les désavoue pas."

ARRESTATIONS DE VOLEURS.—Le 9 mai dernier, une somme de $2,000 et un mandat de paiement de M. James Caswell, à Baltimore, ont été volés dans une chambre de l'hôtel de la rue Bourbon du voleur, mais la police de la même fut obtenir des recherches. Samedi dernier, on vint arrêter la police de la 3ème Municipale qui a commandé un nommé Christian Fraser, un de ces individus. Barrington de graves soupçons, Nouvelle-Orléans. Le vol a été commis en compagnie de plusieurs autres personnes, dont deux sont déjà en France dans une cabane, au bord des rues Levee et Dauphine. Le prévenu a été envoyé en prison pour les recevoir ses dépositions, et deux preuves sont suffisantes, il sera mis à la disposition des autorités de Baltimore.

[illegible].—Le recorder Nouvelle-Orléans a entendu samedi une des maladies d'accouchement, les individus nommés Philip Morgan et James Hodges. Ils sont accusés d'avoir enlevé à leur domicile, en portes de la maison de M. Cooper, un certain nombre de nègres Français et d'en avoir enlevé une somme de [illegible].

[illegible].—Le recorder Genois